

# L'Humanité des débats

**LE BLOC-NOTES P. 13**

**Jean-Emmanuel Ducoin:**  
Communautarisme(s)

**TRIBUNE LIBRE P. 17**

**Un appel collectif en faveur de  
l'enseignement professionnel**

**LA CHRONIQUE PHILO P. 17**

**Cynthia Fleury:**  
Le silence s'est tu

Table ronde

## Les mesures d'austérité sont-elles sexistes ?

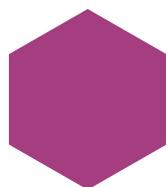
**LES FAITS** Chômage sans précédent, coupes radicales dans les dépenses sociales, précarité des ménages touchant de manière disproportionnée les femmes et les filles, les mesures d'austérité en Europe frappent surtout les femmes.

**L'ENJEU** Trois universitaires française, grecque et espagnole analysent la politique et la situation actuelle des femmes pour proposer des pistes de sortie de crise, à l'occasion d'une conférence internationale du Mage ayant lieu à la Sorbonne, vendredi 10 juin.

**Hélène Périvier**  
Économiste,  
OFCE-Presage,  
Sciences-Po,  
Paris

**Maria Karamessini**  
Économiste,  
université  
Panteion de  
sciences sociales  
et politiques à  
Athènes, Grèce

**Manuela Poveda**  
Sociologue,  
université  
de Valence,  
Espagne



Comment qualifieriez-vous les politiques d'austérité qui s'exercent actuellement sur l'Europe (France, Grèce, Espagne, etc.) ?

**HÉLÈNE PÉRIVIER** La phase d'austérité qui a suivi la crise financière a surtout frappé les pays de

la zone euro, du fait du pacte de stabilité et de croissance sur lequel repose la monnaie unique. La brutalité et la forme de cet ajustement budgétaire ont été variables selon les pays. Les pays du Sud, en particulier la Grèce, ont été les plus durement touchés par ces politiques avec des répercussions directes sur les conditions de vie (retraites, santé, pauvreté). En France, les politiques d'austérité ont surtout porté sur la fiscalité, en particulier la fiscalité des ménages, avec une mise à contribution des ménages aisés. À partir de 2014, des baisses des dépenses publiques ont été engagées, on l'a vu par exemple avec la mise sous condition de ressources des allocations familiales. Les politiques de flexibilisation du marché du travail, dites « politiques structurelles » ont souvent été associées aux programmes d'austérité. Dans certains pays, les accords et les conventions collectives ont été annulés, les licenciements facilités. Aujourd'hui, la plupart des pays sortent progressivement de l'austérité, à l'exception notable de la Grèce, mais pour autant les ajustements budgétaires continuent et nous sommes loin de nous engager dans une politique de relance.



Susana Vera/Reuters

**MARIA KARAMESSINI** Même après une crise équivalant à une Grande Dépression, en Grèce nous traversons la septième année d'austérité dans le cadre du troisième, depuis 2010, programme d'ajustement économique dont l'application se fait sous la stricte surveillance des institutions européennes et du FMI. Notre gouvernement vient de prendre des mesures fiscales et budgétaires restrictives remontant à 3 % du PIB des années 2016-2017, comportant une réforme majeure des retraites et la hausse des impôts directs et indirects. Le but est d'arriver à un excédent primaire égal à 3,5 % du PIB en 2018, année où il y aura des négociations à la fois sur la restructuration de la dette souveraine et sur le taux des excédents primaires à dégager les années suivantes pour la rembourser. Il va sans dire que 3,5 % est un taux excessif pour une économie qui a perdu 25 % de son PIB et doit réaliser des dépenses publiques pour stimuler les investissements et absorber un chômage, aujourd'hui à 24 %, et une pauvreté rampante.

**MANUELA POVEDA** L'application en Espagne des politiques d'austérité dictées par l'Union européenne

### AU NOM DE L'AUSTÉRITÉ EN EUROPE

Ce vendredi, Rachel Silvera, économiste et responsable du Mage (Marché du travail et genre), réseau de recherche international et pluridisciplinaire du CNRS qui rassemble trente universités et centres de recherche situés dans treize pays, organise une conférence internationale sur les mesures d'austérités qui affectent désormais surtout l'emploi des femmes.

a entraîné de graves conséquences pour le bien-être de la population la plus vulnérable. Le « mantra du déficit » accepté par le PSOE (Parti socialiste) et le PP (Parti populaire conservateur), qui s'est inscrit dans la réforme d'un article de la Constitution, a provoqué, dans un pays avec un tissu économique faible et un taux très élevé de chômage structurel, d'importantes compressions budgétaires sur le terrain des politiques sociales qui commençaient à se consolider en matière d'égalité de genre et de soins vis-à-vis des personnes dépendantes. Tout cela accompagné d'une politique fiscale régressive, d'une amnistie fiscale en 2012 pour les grands fraudeurs du fisc, l'évasion de capitaux vers des paradis fiscaux, etc. Si l'on ajoute à la diminution du recouvrement d'impôts la situation de l'emploi – un emploi moindre avec des salaires plus bas et une baisse des impôts à but électoraliste –, il est évident que le problème du déficit est plutôt le résultat d'une chute des recettes de l'État que celui d'une augmentation des dépenses. La réforme de la loi sur le travail engagée timidement en 2010 par le PSOE, et avec grande intensité en 2012 par le PP, a donné comme résultat plus de précarité dans l'emploi (contrats de courte durée, à temps partiel, fragmentation dans les salaires, etc.), elle a facilité le licenciement, a enlevé de la force à la négociation collective et, de plus, elle a créé de nouvelles conditions à remplir pour bénéficier des droits d'accès à l'assurance chômage et aux pensions de retraite (par exemple, plus de 60 % des chômeurs n'ont droit à aucune allocation chômage).

**Quelles sont les répercussions de ces mesures d'austérité sur les femmes ?**

**HÉLÈNE PÉRIVIER** Au début de la crise économique, l'emploi des hommes a été plus durement touché que celui des femmes, ceci tient essentielle- ●●●

## Table ronde

### Les mesures d'austérité sont-elles sexistes ?

ment à la ségrégation de l'emploi couplée à une crise sectorielle frappant les bastions masculins. Ce constat général mérite d'être nuancé selon les pays : en Grèce, l'emploi s'est effondré pour tout le monde, au Royaume-Uni et au Danemark, les femmes ont été relativement plus touchées si l'on tient compte de leur part dans chaque secteur. L'austérité, quant à elle, en général affecte davantage les femmes : les coupes dans les dépenses publiques et donc dans l'emploi public pèsent sur les femmes. Encore une fois, ce constat varie selon les pays. Les femmes sont également frappées en tant qu'utilisatrices de services publics et des dispositifs d'articulation vie familiale-professionnelle (car elles sont toujours en charge des tâches domestiques et familiales). La réforme du congé parental en France est un cas d'école. Au nom de l'égalité, il a été décidé de le partager entre les deux parents : on est passé de trois ans à deux ans plus un an pour l'autre parent. Mais, n'ayant pas changé le mode d'indemnisation du congé (forfaitaire, à un tiers de Smic, les pères ne le demanderont pas car il n'est pas attractif financièrement, ce qui conduit à réduire le coût de ce dispositif du fait du non-recours attendu des pères.

**MANUELA POVEDA** À partir du moment où l'emploi n'est plus capable de subvenir à la subsistance des gens et que les politiques sociales sont presque inexistantes, les inégalités sociales augmentent et le risque de pauvreté atteint les groupes sociaux les plus vulnérables. Ce que nous venons de signaler devient plus grave si l'on considère la situation de la plupart des femmes (de plus grandes difficultés pour obtenir un emploi et des conditions de travail pires), comme celle des jeunes (presque la moitié des chômeurs ne trouvent pas de travail malgré leur disposition à travailler presque sans salaire), ainsi que celle des émigrants (beaucoup sont revenus dans leur pays d'origine). Les femmes, considérées comme groupe, affichent des salaires plus bas, un taux plus élevé de chômage de longue durée et d'emploi à mi-temps, des allocations chômage moins importantes et des retraites moins élevées. En tant que travailleuses salariées, leurs conditions se sont dégradées et, comme garantes du bien-être de la famille, ces femmes sont aussi en train de souffrir de la crise d'une manière aiguë (70 % des soins dépendent des femmes). Avec la diminution des revenus familiaux, la possibilité d'employer des aides ménagères rémunérées pour effectuer une partie du travail à la maison a chuté, beaucoup de personnes âgées sont revenues dans leur propre famille étant donné que leurs enfants avaient



Bernard De Keyser

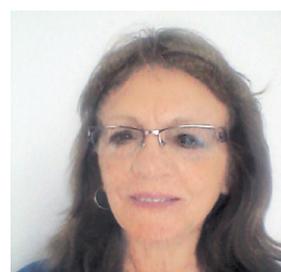
**« Les femmes ont été relativement plus touchées si l'on tient compte de leur part dans chaque secteur. »**

**HÉLÈNE PÉRIVIER**



**« La baisse du revenu disponible des ménages de 30 % a fait monter la pauvreté à 38 % de la population. »**

**MARIA KARAMESSINI**



**« Les rapports sociologiques montrent que la croissance économique laisse de côté une partie de la population. »**

**MANUELA POVEDA**

besoin de la retraite de leurs aînés, beaucoup de jeunes, eux aussi, sont revenus à leur tour chez leurs parents (parfois avec leur propre famille), les aides aux familles pour la cantine de l'école ont diminué... Ainsi, les femmes se trouvent dans une situation « d'un emploi moindre ou de pire qualité, et avec davantage de travail à faire (non rémunéré) ». La solidarité familiale est en train d'agir en tant qu'amortisseur face à l'absence d'un état de bien-être.

**MARIA KARAMESSINI** Les effets sur l'emploi des politiques d'austérité ont été dévastateurs. Entre 2009 et 2014, l'emploi féminin a diminué de 19,1 % (l'emploi masculin de 24,2 %) et le taux d'emploi féminin a baissé de 48,6 % à 41,1 %, ce qui est le plus faible taux dans l'UE. En 2013, le chômage féminin a atteint 31,4 %, son sommet historique. Par ailleurs, la baisse du revenu disponible des ménages de 30 % a fait monter la pauvreté à 38 % de la population. La pauvreté a atteint des taux record chez les familles monoparentales, dont 85 % sont des femmes. Dans les familles populaires, les femmes ont spectaculairement augmenté leur participation dans le marché du travail pour compenser le chômage des hommes tout en gardant leur rôle de pourvoyeuses de soins et du travail de ménage dans la famille. Les grandes coupes budgétaires dans les secteurs de la santé, de l'éducation et du care pour les personnes âgées ont rendu ce rôle encore plus lourd. En Grèce, comme ailleurs, le secteur public a été l'employeur de prédilection des femmes hautement qualifiées. L'emploi public a été une des cibles de la politique d'austérité ; il a été touché plutôt par le non-remplacement des départs à la retraite que par la diminution du nombre de contrats de courte durée. Entre 2009 et 2015, l'emploi public a reculé de 25 % contre une baisse de 23 % de l'emploi dans le secteur privé. Ceci a eu de graves répercussions sur l'accès de jeunes femmes diplômées à un emploi décent et à l'égalité professionnelle. Dans le secteur privé, les femmes ont été les premières victimes

de la réduction du salaire minimum de 22 %, du démantèlement du système de négociations collectives et de la réduction des droits des travailleurs dans les emplois flexibles.

**Quelles politiques mettre en œuvre pour s'en sortir ?**

**MARIA KARAMESSINI** Il est grand temps d'arrêter la politique d'austérité qui alimente la récession et de relancer l'économie et l'emploi. Le remboursement de la dette doit se faire par la croissance et non pas par des excédents primaires excessifs, c'est-à-dire par une austérité perpétuelle imposée par les pays et les forces dominants de l'UE. Il faut aussi restaurer le système de négociations collectives, résister aux exigences des créanciers pour réduire encore plus les droits des travailleurs et réparer et reformer l'État providence pour lutter efficacement contre la pauvreté. Le secteur du care a une grande importance pour les femmes. Heureusement, le financement des crèches et du réseau de refuges pour les femmes battues a été épargné des coupes budgétaires, puisque entièrement assuré par les fonds structurels européens. Le gouvernement de gauche a récemment introduit une dimension de genre dans sa politique de lutte contre le chômage et la pauvreté, et s'efforce à redresser la situation du système national de santé et d'éducation primaire, dont dépend la « défamilialisation » d'une partie du travail non rémunéré des femmes.

**HÉLÈNE PÉRIVIER** La politique de l'emploi la plus efficace est celle de la reprise économique : l'OFCE publie chaque année en collaboration avec d'autres instituts européens un rapport qui montre l'impasse dans laquelle cette stratégie de l'ajustement budgétaire nous a conduits ; le manque de coordination des politiques macroéconomiques en Europe a compromis le retour à la croissance. Admettre que nous faisons fausse route et proposer une autre voie est la seule issue pour retrouver des marges de manœuvre. La question des déficits budgétaires et de la dette publique ne peut être balayée d'un revers de la main mais le calendrier et la vitesse de l'ajustement budgétaire sont cruciaux. L'austérité frappe les femmes et les hommes, mais par différents canaux. Cependant le chemin vers l'égalité existe : dans le cas de la France, une refonte de l'imposition jointe des couples mariés et pacés, par exemple en plafonnant les bénéfices du quotient conjugal, permettrait de financer des politiques d'égalité (crèches et congé parental égalitaire...). Il nous faut retrouver une boussole en nous posant les bonnes questions : quelle société voulons-nous construire en Europe et quelle place pour l'égalité femmes-hommes dans ce projet ?

**MANUELA POVEDA** Au moment où le gouvernement actuel se vante de la bonté de sa politique économique comme moteur de sortie de la crise, les rapports sociologiques montrent que la croissance économique laisse de côté une partie de la population. 22 % de la population vit au-dessous du seuil de la pauvreté. Et encore un signe de la perte de qualité dans l'emploi : une personne sur six qui travaillent en Espagne est pauvre. Les politiques d'austérité pensées à partir du paradigme néolibéral ont atteint les objectifs des grandes entreprises et ont contribué à faire baisser le coût de l'emploi, le pouvoir collectif des travailleurs et à répandre un discours idéologique (activation, besoin d'être entrepreneur, être son propre patron, etc.), qui légitime la situation en culpabilisant les victimes. On ne pourra retrouver des conditions de vie dignes qu'à condition que le bien-être économique des citoyens dépasse les bénéfices du capital. ●

**ENTRETIENS RÉALISÉS PAR ANNA MUSSO**

### LA REVUE DE PRESSE

#### FrancInfo.fr Hervé Amoric

Les Irlandais ont payé le prix fort pour le redressement du pays, qui a connu le régime d'austérité le plus drastique que l'Europe ait connu, à l'exception de la Grèce. L'écart entre les riches et les pauvres se creuse, il y a plus de sans-abri aujourd'hui qu'il n'y en avait au cœur de la crise.

#### Libération avec l'AFP

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté jeudi à Montréal pour protester contre l'austérité imposée

par le gouvernement de la province du Québec afin de retrouver l'équilibre budgétaire et des échauffourées ont éclaté à l'issue de la marche. (...) Le gouvernement du Québec a présenté la semaine dernière un budget limitant drastiquement l'augmentation des dépenses dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Avant la manifestation, Philippe Couillard a défendu l'action de son gouvernement, jugeant impérieux de « reprendre le contrôle des finances publiques ».